

Les étudiants continuent à faire les frais d'une politique rétrograde. Ils ont commencé à se mobiliser en juin, maintenant nous dit P. Leclerc, Président de l'UNEF, il faut...

AMPLIFIER



Quelles sont, pour l'UNEF, les caractéristiques de cette rentrée ? La rentrée est difficile pour tout le monde. Nous avons vu en juillet le processus mis en œuvre pour dissuader un nombre important de bacheliers de poursuivre des études supérieures. La sélection scolaire sur la nature du Bac et la mention obtenue a fait son apparition. L'augmentation des droits d'inscription, celle de la sécurité sociale aggravent les difficultés matérielles alors que parallèlement le pouvoir d'achat des étudiants diminue.

C'est dans ce contexte que Devaquet a déposé son projet de loi, instituant le renoncement tout azimut du gouvernement de sa responsabilité qui est de former les jeunes de notre pays. Il laisse libre choix aux Universités d'utiliser toutes les mesures sélectives qui leur semblent adéquates.

Dans ce climat, que propose l'UNEF ? Lorsque le simple fait de faire des études est attaqué, lorsque les directions d'Université décident de sélectionner à l'aveuglette dans la masse des étudiants, lorsque le projet du gouvernement consiste à mettre les Universités en concurrence pour soumettre nos formations à la dure loi du marché, les étudiants n'ont qu'une solution : agir et s'organiser. Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Se défendre, améliorer ses conditions de vie et d'études, sa formation, ne devient possible que par l'action.

La mise en échec de tout projet rétrograde à l'Université ne sera possible que par la lutte organisée de l'ensemble des étudiants, chacun à son niveau, dans sa formation, avec les étudiants de son entourage.

Du nombre d'actions dans chaque Université, dépendra la force globale de

Les étudiants souhaitent à terme les fruits d'une politique d'éducation, de haut niveau et de qualité, mais ils ne veulent pas de la démission de l'Etat.



AMPLIFIER

L'Union Nationale des Etudiants de France pour contrer toute remise en cause du potentiel de formation et de recherche que représentent nos Universités.

Tous les jours, l'UNEF fait la démonstration que gagner c'est possible, que les étudiants organisés sont capables de grandes victoires. J'en veux pour preuve la non-libération des droits d'inscription comme le souhaitait le gouvernement Chirac.

Quels vont être les grands axes revendicatifs de l'UNEF pour ce premier trimestre ?

Ils sont de deux ordres.

Il s'agit tout d'abord de combattre la loi Devaquet en empêchant la mise en place de tout ce qui lui permet de prendre forme et notamment la sélection arbitraire.

Il s'agit d'autre part, de gagner un budget des Universités à la mesure de nos besoins. Les alibis budgétaires deviennent tels, que gagner un budget cohérent va de pair avec toute bataille contre la sélection arbitraire.

Par ailleurs, l'UNEF s'est donnée comme objectif d'obtenir la mensualisation des bourses, l'exonération de 10 % d'étudiants non boursiers, le réinvestissement de l'Etat dans le régime étudiant de sécurité sociale...

Vous êtes optimistes ?

De grandes potentialités existent. Le débouché positif de nos actions dépendra de la détermination des étudiants à agir et à s'organiser dans l'UNEF, de ne rien laisser faire, rien laisser passer qui soit contraire à notre volonté de former le plus grand nombre à un métier pour un emploi. Nous pouvons aller encore plus loin.

INTERVIEW REALISEE

PAR LAURENT BRUNEL

CHEVEN'MENT DEVAQUET AUSSI

Si l'Université actuelle ne répond pas aux nécessités de formation des étudiants et de la société, les premières mesures prises par la droite constituent une aggravation sans précédent. En effet, beaucoup d'étudiants sortent de premier cycle sans diplôme ni formation ou diplômés sans qualification réelle. Tous les moyens sont concentrés sur des "filières d'élite" au détriment de la grande majorité des premiers et des seconds cycles, ce qui, très concrètement, va se traduire par une augmentation des échecs et des abandons. Pour les "filières d'élite", dans la plupart des cas il n'y a pas de contenu nouveau, plus "moderne": ce sont des maîtrises ou des DEA qui ont changé de look, c'est un ravalement de façades. En fait, cela prépare une masse de "perdants", déqualifiés et une minorité de "gagnants", spécialisés sur des créneaux étroits et éphémères, à la merci d'un revirement de stratégie financière, selon des choix de rentabilité immédiate. C'est une société où il n'y a pas de "gagnants", dangereuse pour tout le monde, qui est au bout de ces mesures.

Spéculation sur la comète ? C'est un copain qui m'interpellait l'autre jour : "vous avez manifesté au mois de Mai, mais il n'y a pas eu de hausse, il ne s'est rien passé".

Rien passé ? Tu n'as rien vu de l'Université !

Dans certaines facs, les droits sont plus ou moins dissuasifs selon les filières et les années. Dans d'autres, ils augmentent, masqués sous forme de "droits de polys" pouvant aller jusqu'à 500 francs ! Des délais d'inscription sont délibérément raccourcis au Mans. Des dizaines de "nouveaux" magistères et mastères sont créés, etc... C'est à pas de géants que la



droite tente d'imposer l'éclatement des facs qui prépare une société éclatée. Aussi l'illusion est entretenue sur le choix possible entre la gestion "douce" de Chevenement et la gestion "sauvage" de Monory, ou, entre les "ultra-libéraux" du Geruf et le "modéré" Devaquet. Pourtant en y regardant de plus près, on constate que le projet de loi déposé va au-delà du texte initial : il ne mentionne plus le bac comme premier grade universitaire ouvrant pour tous l'accès à la fac. Pour ceux qui ne sont pas admis c'est au recteur de proposer "des possibilités d'inscription dans des formations post-secondaires" (tuc ou tig ?). Formations et diplômes sont laissés à l'arbitraire des directions de facs.

Au travers du choix obligé entre le pire et le moins pire, entre ceux qui veulent multiplier les droits d'inscription par dix et ceux qui les augmentent de 36 % chaque année, il s'agit en fait de barrer toute perspective de transformation de l'Université et de sortie de la crise. Nous empêcher de vivre et d'étudier aujourd'hui, de travailler demain. Mais nos premières luttes et nos premiers succès ouvrent une autre voie.

JEAN-CLAUDE OLIVA



LUTTES

2 000 bacheliers supplémentaires inscrits en Ile-de-France. C'est le résultat d'un mois de lutte des bacheliers parisiens cet été avec l'UNEF. Pétitions, rassemblements, siting, c'est tout ce qu'il a fallu pour que la lutte paye ! Lettres, langues, art ; communication, sciences de la nature et de la vie : ils sont tous inscrits !

La cité U de Neuilly-sur-Marne aurait dû fermer ses portes à tout jamais le 30 juin. La société qui la gère, en accord avec le CROUS, la jouait non-rentable !

Le CROUS de Créteil se déclare prêt à en reprendre la gestion si le ministère donne son accord.

Depuis maintenant près de trois mois, les résidents avec la FRUF et l'UNEF, occupent leur cité et continueront jusqu'à ce qu'ils aient obtenu la non-fermeture.

SANTE

La Sécurité Sociale Etudiante passe de 450 F, à 640 F, soit plus 42 % en un an. Cette augmentation résulte du désengagement de l'Etat promulgué en 85 par J.-P. Chevènement, alors ministre de l'Education Nationale. L'UNEF a été le seul syndicat étudiant à alerter les étudiants à l'époque. Merci Chevènement !

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

"Du concept à la réalité" : "L'existence d'une offre scolaire diversifiée, proposée à tous les niveaux par les institutions d'enseignement autonomes et concurrentielles (peut être le principe de toute une série d'efforts convergents". Cette citation est extraite du rapport du Collège de France, élaboré à la demande de F. Mitterrand début 84 et remis en mars 85. Sous couvert d'autonomie, il préconise la liberté totale des établissements pour leur financement, le recrutement des personnels et des étudiants. "Equité, qualité, modernité" seront déclinés par J.P. Chevènement dans tous ses discours. En fait, les universités sont lancées dans les mailles d'un patronat soucieux d'adapter l'université française à ses besoins étroits. Financièrement, l'Etat se désengage brutalement, forçant ainsi la main aux fâces pour qu'elles s'adressent aux entreprises ; pédagogiquement, la suppression des diplômes d'université, amenée à ne privilégier que des créneaux étroits de formation et de débouchés. La "Liberté" de recrutement ouvre la porte à l'arbitraire et ainsi à la baisse de la qualité et à aux nombreux débois pour les étudiants. Enfin le lancement du Comité National d'évaluation crée les conditions — sous couvert de hiérarchisation — d'une mise en concurrence sauvage et systématique des établissements entre-eux, sonnante le glas de la pluridisciplinarité, d'une recherche et d'une création non-mutilées. Au bout du compte, les "sages" du Collège de France appelaient à étendre les lois du marché capitaliste à l'enseignement ; il n'est plus un investissement humain et national mais une source de profits. La remise de ce rapport donnera le feu vert théorique à une mise en coupe réglée de l'université. Les fâces ayant voulu rénover leurs 1^{er} cycles abandonneront faute de moyens débloqués. Le budget 86 est encore plus drastique que les précédents, l'alternative proposée est soit la pouberisation soit le dictat patronal, puisque les collectivités locales sont étranglées, elles-aussi. J.P. Chevènement lance les magistrères : leur réalisation amputera le budget des UER concernées de 30 à 40 %. Il préconise la liberté des droits ; dans une fourchette de 2 400 à 4 000 F. "L'Express" chiffrera ainsi à 56 000 le nombre d'étudiants diplômés par an réclamés par le patronat. C'est donc clairement une machine à profits et gâchis humains qui a été mise sur orbite depuis 85. Passer "du concept à la réalité" disent "Les Echos" après le 16 mars 86. Bel hommage aux baliseurs de la régression.

Le CNESER, réuni le 1^{er} juillet, s'est prononcé contre la Loi Devaquet par 27 voix contre 24 et quelques abstentions. Entre autres l'UNEF, l'UGICT-CGT (coders, ingénieurs et techniciens), le SNESUP et la CGT se sont prononcés contre. La CGC, l'UNI, les Autonomes et le CNPF, pour FO et l'Unef-ID quant à elles sont restées très évasives en ce qui concerne leur prise de position...

LE MANS CA BOUGE

L'université du Maine a décidé tout simplement d'avancer la clôture des inscriptions, du 27 au 1^{er} septembre. Histoire sans doute de permettre à plus de lycéens bacheliers ou étudiants de connaître les joies des petits boulots...

Les étudiants communistes et la cellule du parti décident de ne pas laisser passer l'arbitraire. Ils interviennent une première fois au RU, où ils s'adressent à une centaine d'étudiants et alertent la presse régionale. Mais ça ne suffit pas : ils décident d'éclairer les causes qui ont amené l'université à agir ainsi et de montrer qu'il est possible de faire autrement en intervenant une seconde. Une bonne méthode pour que la lutte qui s'engage ne soit pas sans lendemain.

1) L'université n'accueille que 5 000 étudiants ce qui est nettement insuffisant pour un département notoirement sous-scolarisé au plan des formations supérieures.

2) Les moyens sont en baisse continue : résultat des TD remplacés par des cours magistraux !

3) L'échec et la sélection consti-

tuent un gâchis humain et aggravent le déficit en main-d'œuvre formée : en licence de maths : 12 inscrits, 0 reçus ! En IUT un admis pour 5 candidats. Même taux de gâchis en maîtrise des techniques comptables.

Un titulaire du bac professionnel avec 16/20 en compte s'est vu refuser l'entrée en IUT de gestion. Et on pourrait multiplier les exemples. Malgré les discours démagogiques de MM. Tapie, Chevènement et Devaquet la preuve est faite que le mérite personnel n'a rien à voir avec la possibilité de faire et réussir des études attrayantes et formatrices. En fait les étudiants de la Sarthe, comme tous les autres en France sont la cible d'une politique ségrégative, inaugurée en 85 et qui est à visage découvert maintenant. Dans ce contexte, il n'y a que deux options possibles : on se résigne à prendre de plus en plus de coups sur le dos ou on décide de se rassembler avec tous ceux qui sont dans le même cas. Les étudiants communistes du Mans appellent les autres étudiants à choisir la 2^e voie sans équivoque.

INSCRIPTIONS

Université de Nice : Droits d'inscription de 400 à 800 francs selon les cycles et les filières. Avec une volonté délibérée d'éliminer les étudiants les plus défavorisés : les droits d'inscription sont plus élevés en AES, qui par son contenu

professionnel attire davantage les étudiants d'origine modeste, qu'en droit ! A en croire l'libération, la "diversification des tarifs", c'est branché, coco ! Tout le monde est d'accord, de la droite au PS, dont la branche syndico-étudiante Unef-ID (UID) dépose cependant des recours individuels et totalement inefficaces contre ces mesures, de peur que les étudiants ne manifestent des velléités de

lutte et ne manifestent (tout court). Attitude d'autant plus politicienne, que l'UID "était absente du Conseil d'Université, le jour où il a pris cette décision." S'acquiescer, facture, tarif, prix, frais, ... nous suggérons à notre néanmoins confrère de persister dans sa langue de flic, ainsi qu'un nouveau titre : "libération des prix".